ou les Magistrats où il appartiendra, & des preuves ou attestations suffisantes produites en conséquence.

ART. XVII. Tous Tuteurs ou Administrateurs, sous la garde desquels il se trouve des effets ou Créances du genre de celles qui sont remboursables par la nouvelle Caisse de Crédit en vertu de ce qui a été dit ci-dessus, pareillement tous Magistrats ou Juges municipaux, dans le cas où d'anciens Billets seroient déposés pour des causes pendantes par-devant eux, surtout en matière de cession de tous biens, de même que dans le cas où des Créances constituées de Contrats seroient comprises dans les biens ainsi cédés, seront tenus, sous peine d'en être rendus responsables, de porter ces effets ou Créances à la nouvelle Caisse de Crédit dans le tems limité pour procurer aux Intéressés le bénéfice de la rente annuelle & de la conversion.

ART. XVIII. Dans le cas où un Caissier, Receveur ou autre Employé au maniement de deniers publics aura déposé des Billets sur la Chambre des Finances ou sur les Accises, pour y servir de caution, les Chefs des Départemens respectifs & en général tous ceux entre les mains desquels ces Billets seront ainsi déposés, auront soin de les faire convertir en nouveaux Billets sur la Caisse de Crédit, lesquels nouveaux Billets seront portés au dépôt à la place des anciens Contrats, & les intérêts d'iceux délivrés au Propriétaire, excepté le cas où il se trouveroit un reliqua à l'appurement de ses comptes. Un pareil Billet déposé pour caution devenant payable par le sort, le Propriétaire sera laissé en liberté de déposer dans un tems limité au Bureau, auquel il est comptable, d'autres effets

pour